

Que prépare le gouvernement pour la rentrée ? S'attaquer aux faibles, à la classe moyenne, aux pauvres...

Édouard Philippe, le Premier ministre, a dévoilé ce 26 août les arbitrages du gouvernement sur le budget 2019. Premières victimes : les retraités.

Après avoir enduré la hausse de la CSG, voilà que leurs pensions ne suivront pas l'inflation en augmentant seulement de 0,3 % en 2019 et 2020 (l'inflation 2018, selon l'INSEE, est de 1,6 %). Encore une désillusion qui s'ajoute aux multiples rebondissements sur une éventuelle revalorisation des pensions. Mi - 2017, la majorité tout juste installée promet aux retraités de dégeler leurs pensions, statiques depuis trois ans, avant de faire finalement marche arrière. En effet, le gouvernement décide de repousser ce dégel à janvier 2019, espérant ainsi économiser environ 380 millions d'euros en 2018 sur les retraités. Leur colère grondait déjà à ce moment-là. Ils n'étaient pourtant pas au bout de leurs peines.

Quant aux bacheliers de 2018, ils n'ont pas le droit de choisir leur avenir. Avec Parcours -sup, les bacheliers sans affectation sont poussés vers des « classes passerelles ». Sur les 675 500 bacheliers, 15 000 sont sans affectation, dont 8 313 issus des filières professionnelles et technologiques. Malgré la rentrée universitaire qui approche à grands pas, la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, refuse de parler d'engorgement : «

Avant, ces jeunes, on leur disait non et c'est tout », affirme-t-elle. Après 11 ans d'études de la petite section de maternelle jusqu'en terminale, voilà comment notre gouvernement est prêt à sacrifier certains bacheliers.

Concernant l'invalidité et les maladies professionnelles, depuis le 1er juin 2018, c'en est fini de la prime d'activité pour les pensionnés d'invalidité. Même punition pour les bénéficiaires d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle avec des pertes de pouvoir d'achat importantes pour des personnes aux faibles revenus qui vont devoir sacrifier certaines dépenses élémentaires liées au logement, à l'alimentation ou encore à la santé.

À quand une politique juste pour tous et pas uniquement pour les très riches ?

À quand la fin de l'austérité déguisée ?

À quand une politique solidaire ?